

VD_FINDINFO HC / 2023 / 261 vom 3. Mai 2023

VD Tribunal cantonal, 2023-05-03, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_HC___2023___261

FR: VD_FINDINFO HC / 2023 / 261 du 3 mai 2023

IT: VD_FINDINFO HC / 2023 / 261 del 3 maggio 2023

Regeste

RELATIONS PERSONNELLES, SUPPRESSION{EN GÉNÉRAL}, DÉTENTION PROVISOIRE, INTÉRÊT DE L'ENFANT | 176 al. 1 CC, 273 CC, 274 al. 1 CC, 274 al. 2 CC

Erwägungen

E. 1.1

L'appel est recevable contre les ordonnances de mesures protectrices de l'union conjugale, lesquelles doivent être considérées comme des décisions provisionnelles (art. 308 al. 1 let. b CPC [Code de procédure civile du 19 décembre 2008 ; RS 272] ; ATF 137 III 475 consid. 4.1 et les réf. citées), dans les causes non patrimoniales ou dont la valeur litigieuse, au dernier état des conclusions devant l'autorité inférieure, est supérieure à 10'000 fr. (art. 308 al. 2 CPC). Les ordonnances de mesures protectrices étant régies par la procédure sommaire, selon l'art. 271 CPC, le délai pour l'introduction de l'appel est de dix jours (art. 314 al. 1 CPC). Un membre de la Cour d'appel civile statue comme juge unique sur les appels formés contre les décisions sur mesures protectrices de l'union conjugale (art. 84 al. 2 LOJV [loi d'organisation judiciaire du 12 décembre 1979 ; BLV 173.01]).

E. 1.2

En l'espèce, formé en temps utile par une partie qui a un intérêt digne de protection (art. 59 al. 2 let. a CPC) contre une décision finale dans une cause non patrimoniale, l'appel est recevable.

E. 2.1

L'appel peut être formé pour violation du droit ainsi que pour constatation inexacte des faits (art. 310 CPC). L'autorité d'appel peut revoir l'ensemble du droit applicable, y compris les questions d'opportunité ou d'appréciation laissées par la loi à la décision du juge, et doit le cas échéant appliquer le droit d'office conformément au principe général de l'art. 57 CPC. Elle peut revoir librement l'appréciation des faits sur la base des preuves administrées en première instance (ATF 138 III 374 consid. 4.3.1 ; TF 5A_340/2021 du 16 novembre 2021 consid. 5.3.1 ; TF 4A_215/2017 du 15 janvier 2019 consid. 3.4).

E. 2.2

Dans le cadre de mesures protectrices de l'union conjugale, le juge établit les faits d'office en vertu de la maxime inquisitoire (art. 272 CPC). Selon la jurisprudence, l'art. 272 CPC prévoit une maxime inquisitoire dite sociale ou limitée, qui n'oblige pas le juge à rechercher lui-même l'état de fait pertinent. En revanche, l'art. 296 al. 1 CPC prévoit une maxime inquisitoire illimitée en ce qui concerne les questions relatives aux enfants (TF 5A_20/2020 du 28 août 2020 consid. 4.2 ; TF 5A_245/2019 du 1er juillet 2019 consid. 3.2.1 et les réf.

citées). Selon l'art. 296 al. 3 CPC, le tribunal n'est pas lié par les conclusions des parties.

E. 2.3.1

Les faits et moyens de preuve nouveaux ne sont pris en compte que s'ils sont invoqués ou produits sans retard (art. 317 al. 1 let. a CPC) et ne pouvaient pas être invoqués ou produits en première instance bien que la partie qui s'en prévaut ait fait preuve de la diligence requise (art. 317 al. 1 let. b CPC), ces deux conditions étant cumulatives (TF 5A_451/2020 du 31 mars 2021 consid. 3.1.1 ; ATF 142 III 413 consid. 2.2.2, JdT 2017 II 153). Toutefois, lorsqu'il y a lieu de trancher des questions relatives aux enfants, lesquelles sont soumises à la maxime inquisitoire illimitée (art. 296 al. 1 CPC), il convient de considérer que l'application stricte de l'art. 317 al. 1 CPC n'est pas justifiée et que les parties peuvent présenter des faits et moyens de preuve nouveaux en appel même si les conditions de cette disposition ne sont pas réunies (ATF 144 III 349 consid. 4.2.1 et réf. citées). En outre, dans les causes impliquant des enfants mineurs, le tribunal n'est pas lié par les conclusions des parties (art. 296 al. 3 CPC). Ce principe vaut aussi devant l'instance cantonale de recours (ATF 137 III 617 consid. 4.5.2, JdT 2014 II 187).

E. 2.3.2

La présente cause concerne les relations personnelles entre l'appelant et sa fille mineure. Les maximes inquisitoire illimitée et d'office étant applicables, les pièces produites en appel sont recevables. Il en a été tenu compte dans la mesure utile. Le juge unique n'est en outre pas lié par les conclusions des parties.

E. 2.3.3

S'agissant des réquisitions formulées par l'appelant, elles peuvent être rejetées par appréciation anticipée des preuves (ATF 145 I 167 consid. 4.1 ; ATF 140 I 285 consid. 6.3.1 ; ATF 138 III 374 consid. 4.3.2 ; TF 5A_695/2020 du 26 avril 2021 consid. 3.2.2 et les réf. citées) au vu des considérants qui suivent, le dossier étant complet sur les faits de la cause et la procédure d'appel pouvant en l'espèce être conduite sans administration de preuves supplémentaires.

E. 3.1

L'appelant conteste la suspension du droit de visite telle qu'ordonnée par le président. Il considère que la détention d'un parent ne constitue pas, sur le principe, un motif justifiant la cessation immédiate du droit de visite, un tel droit pouvant être exercé au sein d'un établissement de détention. Il se prévaut du RSDAJ (règlement du 28 novembre 2018 sur le statut des personnes détenues placées en établissement de détention avant jugement ; BLV 340.02.5) qui régleme précisément la question des visites d'enfants à des parents détenus avant jugement. En outre, l'appelant fait valoir que l'avis exprimé par le représentant de la DGEJ serait plus fondé sur des a priori que sur un réel examen de la situation, celui-ci se refusant à aller lui rendre visite tant qu'il se trouvera en détention. Il expose également que selon la littérature scientifique, entre 3 et 6 ans, l'absence d'un parent peut faire surgir chez l'enfant un sentiment de culpabilité et qu'il y aurait donc un intérêt certain à maintenir le lien entre l'enfant et le parent gardien, ce qui primerait sur l'hypothétique effet que pourrait avoir sur l'enfant des visites en détention. L'appelant indique qu'il aurait pris lui-même contact avec la Fondation REPR et l'exercice d'un droit de visite sous l'égide de cette institution serait parfaitement possible car similaire à l'exercice d'un droit de visite médiatisé auprès de Point Rencontre. Enfin, l'appelant requiert l'audition d'une employée de la Fondation REPR avec laquelle il se serait entretenu du droit de visite qu'il souhaiterait

exercer sur sa fille, et une visite à lui-même du représentant de la DGEJ « afin de compléter son rapport ».

E. 3.2

Dès lors que l'appelant ne conteste pas que son placement en détention provisoire constitue un fait nouveau, il n'y a pas lieu de revenir sur cette question.

E. 3.2.1

L'art. 273 al. 1 CC, qui respecte l'art.

E. 3.2.2

Le droit aux relations personnelles n'est pas absolu. Si les relations personnelles compromettent le développement de l'enfant, si les père et mère qui les entretiennent violent leurs obligations, s'ils ne se sont pas souciés sérieusement de l'enfant ou s'il existe d'autres justes motifs, le droit d'entretenir ces relations peut leur être retiré ou refusé (art. 274 al. 2 CC). Il y a danger pour le bien de l'enfant, au sens de cette disposition, si son développement physique, moral ou psychique est menacé par la présence même limitée du parent qui n'a pas l'autorité parentale (ATF 122 III 404 consid. 3b, JdT 1998 I 46). Ce refus ou ce retrait ne peut être demandé que si le bien de l'enfant l'exige impérieusement et qu'il est impossible de trouver une réglementation du droit de visite qui sauvegarde ses intérêts : la disposition a pour objet de protéger l'enfant, et non de punir les parents. Ainsi, la violation par eux de leurs obligations et le fait de ne pas se soucier sérieusement de l'enfant ne sont pas en soi des comportements qui justifient le refus ou le retrait des relations personnelles ; ils ne le sont que lorsqu'ils ont pour conséquence que ces relations portent atteinte au bien de l'enfant (TF 5A_756/2013 du 9 janvier 2014 consid. 5.1.2, FamPra.ch 2014 p. 433 ; TF 5A_663/2012 du 12 mars 2013 consid. 4.1, in FamPra.ch 2013 no 53 p. 806 ; TF 5A_172/2012 du 16 mai 2012 consid. 4.1.1, rés. in RMA 2012 p. 300 ; TF 5A_53/2017 du 23 mars 2017 consid. 5.1). Conformément au principe de proportionnalité, il importe en outre que cette menace ne puisse être écartée par d'autres mesures appropriées (TF 5A_478/2018 du 10 août 2018 consid. 5.2.1).

E. 3.2.3

L'appréciation des circonstances de fait pour fixer le droit aux relations personnelles de l'art. 273 al. 1 CC, c'est-à-dire la détermination de leur portée juridique, est une question de droit ; toutefois, le juge du fait dispose d'un pouvoir d'appréciation en vertu de l'art. 4 CC. Ce qui justifie que l'autorité de recours s'impose une certaine retenue en la matière et n'intervienne que si le juge, sans aucun motif, a écarté des critères essentiels pour la décision sur le droit de visite de l'enfant ou, à l'inverse, s'est fondé sur des éléments dépourvus d'importance au retard du bien de l'enfant ou contrevenant aux principes de droit fédéral (TF 2A_22/2017 du 23 mars 2017 consid. 3.1.3 ; TF 5A_53/2017 du 23 mars 2017 consid. 5.1 ; Juge unique CACI 2 février 2021/45 consid. 3.2 ; Juge unique CACI 16 mars 2023/120 consid. 3.2.2).

E. 3.3

En l'occurrence, s'il est vrai, comme le soutient l'appelant, que la détention d'un parent ne constitue pas, à proprement parler, un motif justifiant systématiquement la suspension du droit de visite, il y a toutefois lieu de prendre en considération les circonstances particulières de l'espèce, qui diffèrent sensiblement du cas ayant donné lieu à la jurisprudence cantonale dont se prévaut l'appelant, notamment de l'arrêt rendu le 23 mai

2022 par la Chambre des curatelles, dont il ressort qu'il n'était pas établi que le développement de l'enfant serait mis en danger par les visites au parloir, lesquelles avaient en outre déjà été organisées sans que la santé et la sécurité de l'enfant n'aient été mises à mal. Or, dans le cas présent, il ne peut être exclu, du moins à ce stade, que l'instauration d'un tel droit de visite serait défavorable au bien de l'enfant. A cet égard, G. _____, de l'UEMS, a indiqué que les critères de l'âge de l'enfant, le contexte familial, le décès d'U. _____, ainsi que la procédure pénale ouverte contre l'appelant justifiaient de faire preuve de retenue et de suspendre le droit de visite, dans l'intérêt d'O. _____. Ces conclusions, reprises par l'autorité de première instance, doivent être prises en compte. En effet, bien que l'instruction pénale soit en cours, les accusations de violences et de menaces formulées par l'intimée à l'encontre de l'appelant, ainsi que les faits ayant conduit à sa mise en détention en juillet 2022, sont graves et inquiétants pour le bien-être et la sécurité de l'enfant. Cela dit, contrairement à ce que l'appelant soutient, la mise en détention provisoire n'est pas le seul motif qui s'oppose à l'exercice d'un droit de visite. En effet, il apparaît qu'avant même la mise en détention de l'appelant le 23 juillet 2022, la question d'un droit de visite médiatisé se posait et qu'un mandat d'évaluation avait précisément été mis en œuvre afin d'apporter un éclairage sur la situation et en particulier sur les capacités du père, cette question ayant été abordée lors de l'audience du 10 février 2022. Tenant compte de ce qui précède, le président avait d'ailleurs retenu qu'il existait suffisamment d'éléments pour justifier que le droit de visite de l'appelant sur ses enfants doive se faire en présence d'un tiers, en l'occurrence de la mère de l'intéressé. A la suite des événements survenus ultérieurement, soit en l'occurrence le décès d'U. _____ et l'incident du 22 juillet 2022, les intervenants ont préconisé d'attendre le rapport de l'UEMS, qui examinerait l'état de l'appelant à sa sortie de détention. C'est le lieu de relever que contrairement à ce soutient l'appelant, aucun élément au dossier ne vient mettre en cause l'impartialité du représentant de la DGEJ. En effet, les conclusions de ce dernier formulées par oral lors de l'audience du 4 octobre 2022 sont fondées sur des faits objectifs et vérifiables et ont en outre été corroborées par la responsable des mandats d'évaluation de l'UEMS dans le cadre du courrier du 27 octobre 2022. A cette occasion, il a été rappelé qu'une évaluation plus complète, incluant des éléments sur l'état psychologique actuel du père restait toujours nécessaire, avant toute mise en place d'un droit de visite en prison. Or, aucun élément au dossier n'indique qu'une telle évaluation aurait eu lieu, ni que ses conclusions serait favorable à une reprise des relations personnelles entre l'appelant et sa fille, de sorte que la situation doit être clarifiée et l'instruction complétée, notamment sur les capacités parentales du père. Dans ces circonstances, l'appréciation du premier juge – qui se base non seulement sur les déclarations de l'intimée mais également sur les conclusions du représentant de la DGEJ – doit être confirmée. Le bien-être et la sécurité de l'enfant commandent, avant de statuer sur une éventuelle reprise du droit de visite, que l'UEMS, respectivement la Fondation vaudoise de probation, examine la situation et fasse toutes les recommandations utiles au sujet des relations personnelles que ce soit en vue d'un droit de visite en milieu carcéral ou après la sortie de détention de l'appelant. Au demeurant, l'argument de l'appelant selon lequel il n'a pas été constaté d'effets négatifs sur l'enfant tant qu'il a pu exercer son droit de visite ne résiste pas non plus à l'examen. En effet, il y a lieu de prendre en considération les éléments nouveaux intervenus dans le cadre de cette situation familiale depuis lors. On rappellera en effet, comme l'allègue l'appelant lui-même, que le droit de visite s'est exercé jusqu'à la fin du mois de mai 2022 (cf. appel, p. 9). Or depuis ce moment, sont survenus le décès subit d'U. _____, ainsi que l'incarcération du

père. Ces éléments sont à prendre en considération et sont précisément ceux qui justifient la suspension du droit de visite. 4. 4.1 En définitive, l'appel, mal fondé, doit être rejeté et la décision litigieuse confirmée. 4.2 L'appelant a sollicité l'assistance judiciaire dans son acte d'appel. 4.2.1 Selon l'art. 117 CPC, une personne a droit à l'assistance judiciaire aux conditions cumulatives qu'elle ne dispose pas de ressources suffisantes (let. a) et que sa cause ne paraisse pas dépourvue de toute chance de succès (let. b). La requête d'assistance judiciaire peut être présentée avant ou pendant la litispendance (art. 119 al. 1 CPC). L'assistance judiciaire doit faire l'objet d'une nouvelle requête pour la procédure de recours (art. 119 al. 5 CPC). 4.2.2 En l'espèce, quand bien même l'appel est rejeté, on ne saurait soutenir que la cause était dénuée de chances de succès. Les conditions précitées étant remplies, il y a lieu d'accorder à l'appelant l'assistance judiciaire pour la procédure d'appel et de désigner Me Laurent Fischer en qualité de conseil d'office de celui-ci. 4.3 Vu l'issue de l'appel, les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 600 fr. (art. 65 al. 2 TFJC [tarif des frais judiciaires civils du 28 septembre 2010 ; BLV 270.11.5]), sont mis à la charge de l'appelant, qui succombe (art. 106 al. 1 CPC), mais provisoirement supportés par l'Etat, vu le bénéfice de l'assistance judiciaire accordé à l'appelant. 4.4 L'intimée, qui obtient gain de cause et qui a procédé par l'intermédiaire d'un mandataire professionnel, a droit à des dépens destinés à couvrir les honoraires et les débours de son conseil, qu'il convient d'arrêter à 1'750 fr. (art. 3 al. 4, 9 al. 1 et 19 TDC [tarif des dépens en matière civile du 23 novembre 2010 ; BLV 270.11.6]) et de mettre à la charge de l'appelant, qui succombe (cf. art. 106 al. 1 CPC ; TF 5A_537/2012 du 20 septembre 2012 consid. 7 ; TF 5A_550/2012 du

E. 8

CEDH (ATF 136 I 176 consid. 5.2 ; TF 5A_939/2012 du 8 mars 2013 consid. 5.1 ; Juge délégué

E. 10

septembre 2012 consid. 5.2), l'octroi de l'assistance judiciaire n'impliquant pas libération de la charge des dépens (art. 118 al. 3 CPC ; TF 5A_121/2018 du 23 mai 2018 consid. 11). L'appelant versera directement les dépens au conseil d'office de l'intimée (TF 4A_106/2021 du 8 août 2022 consid. 3.4). 4.5 4.5.1 Le conseil d'office a droit au remboursement de ses débours et à un défraiement équitable, qui est fixé en considération de l'importance de la cause, de ses difficultés, de l'ampleur du travail et du temps qu'il y a consacré ; le juge apprécie l'étendue des opérations nécessaires pour la conduite du procès et applique un tarif horaire de 180 fr. s'agissant d'un avocat et de 110 fr. s'agissant d'un avocat-stagiaire (art. 2 al. 1 let. a RAJ [règlement du 7 décembre 2010 sur l'assistance judiciaire en matière civile ; BLV 211.02.3]). 4.5.2 S'agissant du montant de l'indemnité due au conseil d'office de l'appelant, Me Fischer a déposé une liste de ses opérations le 23 février 2023, faisant état d'un temps total consacré au dossier de 10 heures et 7 minutes. Le nombre d'heures indiqué ne prête pas le flanc à la critique. Il s'ensuit qu'au tarif horaire de 180 fr., l'indemnité d'office de Me Fischer pour les opérations de la procédure d'appel doit être fixée à 1'821 fr., montant auquel s'ajoutent les débours par 36 fr. 40 (2% de 1'821 fr.) et la TVA sur le tout par 143 fr., soit à 2'000 fr. 40, arrondie à 2'001 francs. 4.5.3 Pour sa part, Me Tatti a déposé une liste de ses opérations le 21 février 2023, faisant état d'un temps total consacré au dossier de 6 heures et 30 minutes, soit 2 heures effectuées par l'avocat-stagiaire et 4 heures et 30 minutes par ses soins. Au vu de la nature et de la complexité de la cause, le temps consacré au dossier peut être admis. Il s'ensuit qu'au tarif horaire de 110 fr. pour les

opérations effectuées par l'avocat-stagiaire, et de 180 fr. pour celles émanant de Me Tatti, l'indemnité d'office de ce dernier pour les opérations de la procédure d'appel doit être fixée à 1'030 fr., montant auquel s'ajoutent les débours par 20 fr. 60 (2% de 1'109 fr. 30 [art. 3 bis al. 1 RAJ]) et la TVA sur le tout par 80 fr. 90, soit à 1'131 fr. 50, arrondie à 1'132 francs.

4.5.4 Le bénéficiaire de l'assistance judiciaire remboursera les frais judiciaires mis à sa charge et l'indemnité à son conseil d'office, provisoirement supportés par l'Etat, dès qu'il sera en mesure de le faire (art. 123 CPC). Il incombe à la Direction générale des affaires institutionnelles et des communes de fixer le principe et les modalités de ce remboursement (art. 39a CDPJ [Code de droit privé judiciaire vaudois du 12 janvier 2010 ; BLV 211.02]). Par ces motifs, le Juge unique de la Cour d'appel civile prononce : I. L'appel est rejeté. II. L'ordonnance est confirmée. III. La requête d'assistance judiciaire de l'appelant A.E. _____ est admise, Me Laurent Fischer étant désigné conseil d'office pour la procédure d'appel. IV. Les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 600 fr. (six cents francs), sont mis à la charge de l'appelant A.E. _____ mais provisoirement supportés par l'Etat. V. L'indemnité d'office de Me Laurent Fischer, conseil de l'appelant, est arrêtée à 2'001 fr. (deux mille un francs), TVA et débours compris. VI. L'indemnité d'office de Me Raphaël Tatti, conseil de l'intimée, est arrêtée à 1'132 fr. (mille cent trente-deux francs), TVA et débours compris. VII. L'appelant A.E. _____, bénéficiaire de l'assistance judiciaire, est, dans la mesure de l'art. 123 CPC, tenu au remboursement des frais judiciaires et de l'indemnité au conseil d'office provisoirement supportés par l'Etat. VIII. L'intimée B.E. _____, née [...], bénéficiaire de l'assistance judiciaire, est, dans la mesure de l'art. 123 CPC, tenue au remboursement de l'indemnité au conseil d'office provisoirement supportée par l'Etat. IX. L'appelant A.E. _____ versera à Me Raphaël Tatti, conseil de l'intimée B.E. _____, la somme de 1'750 fr. (mille sept cent cinquante francs) à titre de dépens de deuxième instance. X. L'arrêt est exécutoire. Le juge unique :

La greffière : Du Le présent arrêt, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié en expédition complète à : ■ Me Laurent Fischer (pour l'appelant A.E. _____), ■ Me Raphaël Tatti (pour l'intimée B.E. _____), et communiqué, par l'envoi de photocopies, à : ■ M. le Président du Tribunal civil de l'arrondissement de l'Est vaudois. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière civile devant le Tribunal fédéral au sens des art. 72 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), le cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Dans les affaires pécuniaires, le recours en matière civile n'est recevable que si la valeur litigieuse s'élève au moins à 15'000 fr. en matière de droit du travail et de droit du bail à loyer, à 30'000 fr. dans les autres cas, à moins que la contestation ne soulève une question juridique de principe (art. 74 LTF). Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.